




Référence ANGDM : MARCHE N° MP 2025-09

Marché de prestations d'audit de renouvellement de la certification ISO 9001 de l'ANGDM

ACTE D'ENGAGEMENT (AE) VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

 Acheteur : ANGDM 1-3 AVENUE DE FLANDRE 75019 PARIS contact@angdm.fr 03 21 79 48 48 Le pouvoir adjudicateur est représenté par Monsieur Laurent BERGEOT, directeur général de l'ANGDM.	 Forme des prix : Le marché est à prix mixte (forfaitaires et unitaires) . Le marché est révisable .	 Type de contrat : Marché public de services CCAG applicable : CCAG Prestations Intellectuelles
---	---	---

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	PRÉAMBULE	3
ARTICLE 2.	CONTEXTE ET OBJECTIFS.....	3
ARTICLE 3.	CONTRACTANT	5
ARTICLE 4.	OBJET DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 5.	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	8
ARTICLE 6.	SÉCURITÉ	8
ARTICLE 7.	PRESTATIONS ATTENDUES ET MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	11
ARTICLE 8.	PRIX	12
ARTICLE 9.	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	12
ARTICLE 10.	PRESTATIONS SIMILAIRES	13
ARTICLE 11.	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	13
ARTICLE 12.	UTILISATION DES RÉSULTATS	13
ARTICLE 13.	CLAUSES FINANCIÈRES	14
ARTICLE 14.	COMPTE A CRÉDITER	16
ARTICLE 15.	SOUS-TRAITANCE.....	16
ARTICLE 16.	ASSURANCES	17
ARTICLE 17.	PÉNALITÉS ET PRIMES	17
ARTICLE 18.	INSERTION SOCIALE.....	18
ARTICLE 19.	MODIFICATIONS	18
ARTICLE 20.	MESURES COERCITIVES	18
ARTICLE 21.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	19
ARTICLE 22.	CAS DE RÉSILIATION	19
ARTICLE 23.	DÉROGATIONS AU CCAG.....	19
ARTICLE 24.	DURÉE DE VALIDITÉ DE L'OFFRE	19
ARTICLE 25.	SIGNATURE DE L'ACHETEUR	20

Cet AE valant CCP correspond à l'ensemble du marché public.

ARTICLE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

ARTICLE 2. CONTEXTE ET OBJECTIFS

2.1 L'ANGDM

L'Agence Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs est un établissement public administratif, créé par la loi du 3 février 2004. Elle est chargée de garantir les droits sociaux des anciens mineurs et de leurs ayants droit et reprend les obligations des exploitants au fur et à mesure qu'ils cessent définitivement leur activité.

Elle leur verse donc les avantages en nature et en espèces auxquels ils ont droit, en sus de leurs pensions de retraite. Elle gère également les pré-retraites, le raccordement et des conventions liées à la retraite anticipée de ces anciens mineurs.

L'Agence est en charge de l'attribution des prestations d'action sanitaire et sociale que le régime minier de sécurité sociale dispensait jusqu'à présent à ses affiliés. L'Agence est également chargée de mettre en œuvre le nouveau dispositif permettant d'octroyer les aides pour les frais de transports sanitaires non pris en charge par l'assurance maladie, ainsi que pour les frais de transport et d'hébergement concernant les cures. L'ANGDM devient ainsi l'interlocuteur des affiliés du régime minier pour l'ensemble des démarches concernant l'action sanitaire et sociale et les services sociaux.

L'Agence a aujourd'hui près de 80 000 bénéficiaires répartis sur tout le territoire français, qui ont exercé leur activité principalement dans le secteur du charbon, mais aussi de la potasse, des mines de fer, des mines métalliques, des ardoises, des mines d'or...

L'Agence a signé un contrat d'objectifs et de performance avec l'Etat représenté par la ministre de la transition énergétique, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics. Ce contrat définit les engagements respectifs de l'Etat et de l'agence sur la période 2024 – 2027.

2.2 L'agence a mis en place un système de management de la qualité basé sur la norme ISO 9001 V2015

La qualité est au cœur de l'action de l'agence nationale pour la garantie des droits des mineurs. En tant que gestionnaire de fonds publics, au service des bénéficiaires, elle se doit d'en assurer le juste versement, en temps et en heure. La qualité de service, la recherche constante de la satisfaction de nos bénéficiaires, sont des valeurs de l'agence et de ses agents.

Au fil des ans, l'organisation interne de l'agence s'est affinée et améliorée pour mieux répondre à cette volonté de qualité et d'adaptation des missions qui lui sont confiées.

La formalisation de la démarche qualité s'est concrétisée par l'obtention de la certification aux exigences de la norme ISO 9001 : 2015 le 7 septembre 2020.

L'agence a été de nouveau auditée via des audits de suivi et jugée conforme aux exigences de la norme depuis 2020, notre certificat étant valable jusqu'au 6 septembre 2026.

Notre politique qualité met le bénéficiaire au cœur du dispositif.

2.3 Politique qualité

La qualité est au cœur de l'action de l'agence nationale pour la garantie des droits des mineurs. En tant que gestionnaire de fonds publics, au service des bénéficiaires, elle se doit d'en assurer le juste versement, en temps et en heure. La qualité de service, par la recherche constante de la satisfaction de nos bénéficiaires, est une valeur de l'agence et de ses agents.

Au fil des ans, l'organisation interne de l'agence s'est améliorée pour mieux répondre à cette volonté de qualité et d'adaptation des missions qui lui sont confiées, attendue par l'ensemble de nos parties intéressées.

L'agence s'est engagée dans la démarche sur l'ensemble de son périmètre géographique et fonctionnel, à savoir la mise en œuvre des prestations légales et extralégales aux anciens mineurs et aux ayants droit.

Pour ce faire, cette politique qualité repose sur trois orientations stratégiques :

1. La première orientation est la recherche de la qualité dans les prestations assurées aux bénéficiaires :

- En répondant de manière équitable aux attentes de tous les bénéficiaires,
- En améliorant l'écoute et la satisfaction des bénéficiaires,
- En proposant une offre de service qualitative et adaptée.

2. La deuxième orientation est la recherche de l'efficacité de la structure pour remplir ses missions :

Les principaux axes identifiés sont :

- La formalisation des bonnes pratiques,
- Les échanges d'information et le traitement des données,
- Le découplage de l'organisation par l'amélioration de la communication interne,
- La gestion efficace des moyens humains, matériels et financiers,
- Et la prise en compte des enjeux du développement durable.

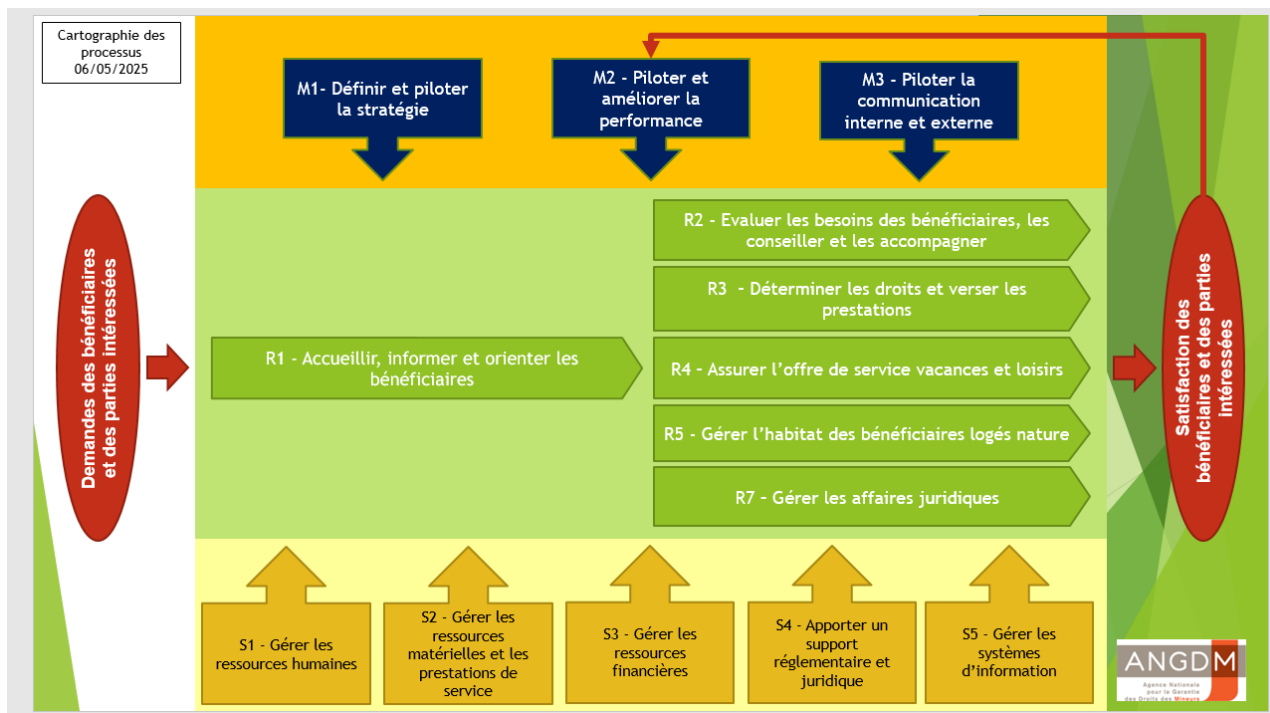
3. La troisième orientation est l'adaptation du fonctionnement de l'agence et des prestations à l'évolution des bénéficiaires dont le nombre diminue et dont l'âge augmente, en travaillant à l'élaboration de perspectives pour assurer la continuité de l'activité :

- En ayant une démarche prospective vis-à-vis de ses bénéficiaires existants et potentiels,
- En identifiant et corrigeant les vulnérabilités quant aux compétences critiques à maintenir ou à développer dans une optique de résilience,
- En ayant un souci d'efficacité quant aux moyens consacrés à ses missions.

La démarche qualité concerne tout le personnel de l'agence. Chacun à son poste détient les moyens d'améliorer le processus.

Le principe d'amélioration continue des performances est un principe central. Périodiquement, l'agence fait le point sur les améliorations constatées, et définit un plan d'amélioration. Il est fondé sur l'écoute de ses bénéficiaires et des autres parties intéressées et sur les audits internes.

L'agence a identifié 14 processus clés, repéré les interactions entre eux, schématisés au sein d'une cartographie des processus.



ARTICLE 3. CONTRACTANT

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché mentionnées à l'article 8 du présent AE valant CCP,
et conformément à leurs clauses

CADRE À COMPLÉTER PAR LE CANDIDAT¹

Le signataire :

Nom :

Prénom :

Qualité :

- ☐ Signant pour mon propre compte
☐ Signant pour le compte de la société

Nom commercial :

Raison sociale :

Adresse complète² :

E-mail :

N° de tél. :

N° SIRET :

Code APE :

N°TVA intracommunautaire :

RIB : joindre un RIB

Je m'engage, sans réserve, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

¹ Cocher les cases correspondantes à votre situation

² adresses de l'établissement et du siège social (si elle est différente de celle de l'établissement)

ARTICLE 4. OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet **la réalisation de prestations d'audit de renouvellement de la certification ISO 9001 de l'ANGDM.**

Lieu de prestation du service : ANGDM (NSL), 110 Avenue de la Fosse 23, 62221 NOYELLES-SOUS-LENS.

Le détail des prestations figure à l'article 7 du présent AE valant CCP.

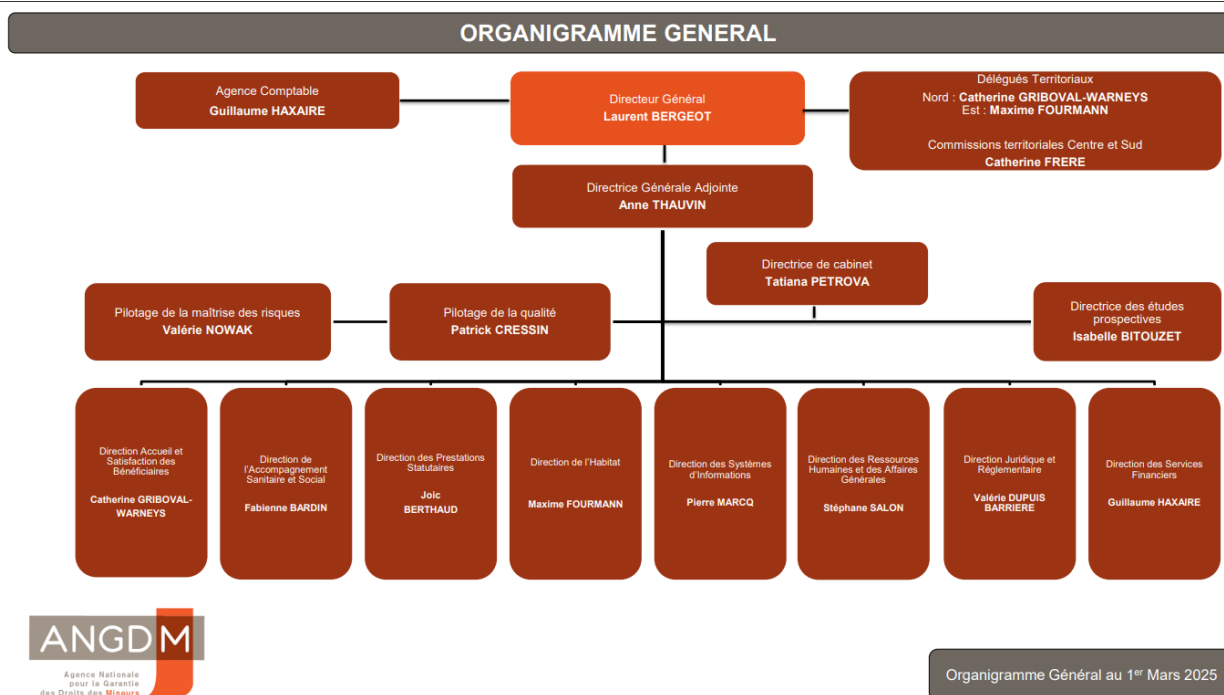
La prestation porte sur l'ensemble du périmètre géographique et fonctionnel de l'agence.

La Direction générale et la Direction juridique et réglementaire sont basées au siège social à Paris.

Le site de Noyelles-sous-Lens regroupe la direction accueil et satisfaction des bénéficiaires, la direction des prestations statutaires, la direction de l'habitat et la plupart des fonctions supports : la direction des ressources humaines et des affaires générales, l'agence comptable, la direction des services financiers et la direction des systèmes d'information. Le responsable qualité est basé à Noyelles-sous-Lens.

Les trois délégations territoriales (Nord, Est et Grand Sud) ont pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des activités de l'agence qui appellent un déploiement sur le terrain et sont géographiquement implantées en région.

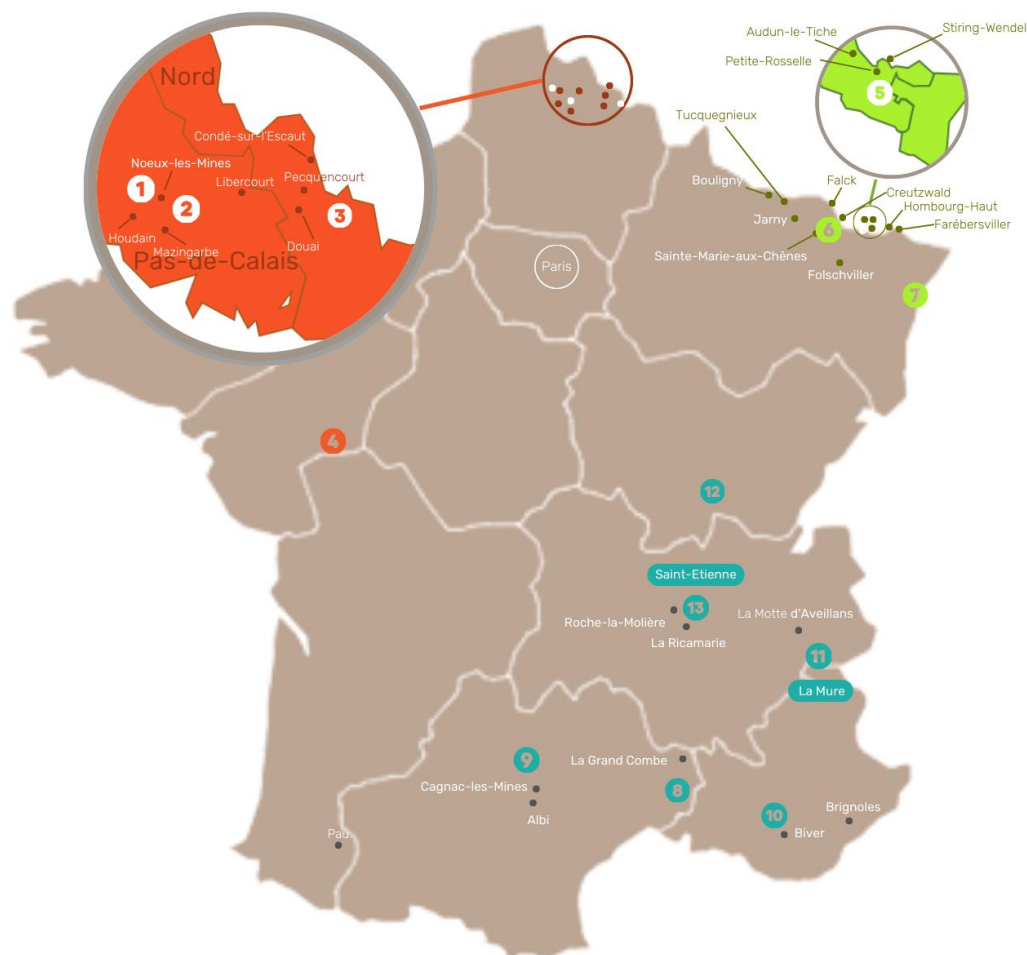
La direction de l'accompagnement sanitaire et sociale incluant les prestations ASS et la politique vacances est répartie en région.



L'agence est implantée sur l'ensemble du territoire.

IMPLANTATIONS ANDGM

42 LIEUX D'ACCUEIL



SIÈGE SOCIAL

Paris

13 ANTENNES RÉGIONALES

- | | | |
|----------------------|-----------------------------|-----------------------|
| 1 Bruay-La-Buissière | 5 Freyming-Melerbach | 8 Alès |
| 2 Noyelles-Sous-Lens | 6 Hayange (fermé au public) | 9 Carmaux |
| 3 Valenciennes | 7 Wittelsheim | 10 Gardanne |
| 4 Trélazé | | 11 La Mure |
| | | 12 Montceau-Les-Mines |
| | | 13 Saint-Etienne |

ARTICLE 5. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 6. SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

Obligations générales :

Les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données). Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable du traitement, s'engage à :

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite du pouvoir adjudicateur ;
- collecter et traiter les données conformément aux instructions données par le pouvoir adjudicateur et informer immédiatement ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du RGPD.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

Sous-traitance :

Le titulaire peut, avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise au pouvoir adjudicateur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article. Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le

titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant le pouvoir adjudicateur.

Droit d'information des personnes concernées :

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec le pouvoir adjudicateur.

Exercice des droits des personnes :

Le titulaire s'efforce de fournir, au pouvoir adjudicateur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée y compris le profilage).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

Notification des violations de données à caractère personnel :

Après accord du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Assistance du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations :

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté.

Mesures de sécurité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Registre des catégories d'activités de traitement :

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte du pouvoir adjudicateur conformément au RGPD comprenant :

- le nom et les coordonnées du pouvoir adjudicateur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données :

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

ARTICLE 7. PRESTATIONS ATTENDUES ET MODALITES D'EXECUTION

7.1 Périmètre de la prestation

L'ANGDM veut auditer l'ensemble de ses sites et processus décrits ci-dessus dans les articles 2 et 4 du présent document, dans le cadre d'un audit de certification à la norme ISO 9001 : 2015 pour la période 2026-2028.

7.2 Modalités d'exécution

Les audits seront réalisés principalement en présentiel et certains sites seront susceptibles d'être audités à distance.

Compétence des auditeurs

Le titulaire appréciera s'il est nécessaire de proposer un ou plusieurs auditeurs différents pour l'ensemble de la prestation, dans un maximum de trois auditeurs.

Dans l'hypothèse où les auditeurs indiqués ne seraient plus en mesure d'intervenir, le titulaire devra soumettre à l'acceptation de l'ANGDM, un ou plusieurs auditeurs en remplacement au plus tard 5 jours avant toute intervention. Les auditeurs remplaçants devront avoir des qualifications et expériences au moins égales à celles des auditeurs initiaux.

Les auditeurs proposés devront impérativement être auditeurs certifiés ISO 9001.

L'auditeur devra pouvoir conseiller les interlocuteurs lors des réunions de clôture et proposer des opportunités d'améliorations dans les rapports d'audit.

Etablissement du planning d'audit

Pour chaque année, les lieux et dates seront fixés en janvier pour une réalisation des audits au cours du 1^{er} semestre.

Etablissement du programme d'audit

Les propositions de programmes d'audit annuel seront envoyées à l'ANGDM au plus tard 90 jours calendaires avant le début de la réalisation de l'audit. L'agence pourra émettre un avis sur ces programmes, selon les disponibilités des directions, ou selon les opportunités d'activités susceptibles d'être audités.

Le programme des audits sera établi en collaboration entre le prestataire et l'ANGDM, en regroupant de préférence les dates d'audits sur une même semaine.

La durée prévisionnelle de chaque audit annuel sera de 5 jours maximum.

Le titulaire remettra le programme d'audit annuel validé 30 jours avant la date de début de chaque audit annuel.

L'ANGDM se réserve le droit d'annuler une ou plusieurs dates en fonction de ses contraintes d'activités.

Réunion de préparation des audits

La réunion préparatoire avec l'ANGDM aura lieu au minimum 30 jours avant le début de l'audit, dans les locaux de Noyelles-sous-Lens ou en visioconférence. Le jour est à fixer entre le prestataire et l'ANGDM. Lors de cette réunion, l'ANGDM présentera aux auditeurs participants aux sessions d'audits les activités de l'agence.

L'ensemble des documents nécessaires à la réalisation de l'audit leur sera remis. Les problématiques liées à certains sites seront présentées.

Les auditeurs s'engagent à étudier les documents pour la réalisation de la prestation dans de bonnes conditions.

Présentations des constats d'audits

Chaque journée d'audit devra inclure un point de situation d'environ 15 minutes sur les constats d'audit. A la fin de chaque audit annuel, l'ensemble des constats d'audits sera présenté à la direction générale, aux pilotes de processus et au service qualité lors d'une réunion de clôture.

Rapports d'audits

Les rapports d'audits devront être remis au plus tard 30 jours calendaires après chaque audit, sous format informatique. L'ANGDM pourra demander au prestataire d'y apporter des précisions ou modifications selon les besoins.

ARTICLE 8. PRIX

L'offre est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois zéro tel que défini à l'article 13.2. Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 13.2.

L'ensemble des prestations sera rémunéré au prix global et forfaitaire indiqué ci-dessous :

(zone à compléter par l'entreprise)

Montant global et forfaitaire total pour les 3 années (honoraires + frais de déplacement) en euros HT*	Taux de TVA (%)*	Montant TVA*	Montant global et forfaitaire total pour les 3 années (honoraires + frais de déplacement) en euros TTC*

* Montant issu de la DPGF

Avances

Aucune avance n'est accordée pour ce marché.

Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 9. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

9.1 Durée

Le marché est conclu pour une durée de 36 mois à compter du 1^{er} janvier 2026.

9.2 Délais remise des livrables attendus

- Planning d'audit annuel (au plus tard au 31 janvier de chaque année)
- Proposition de programme d'audit annuel (au plus tard 90 jours calendaires avant chaque audit)
- Programme d'audit annuel validé (au plus tard 30 jours calendaires avant chaque audit)
- Rapports d'audit annuel (au plus tard 30 jours calendaires après chaque audit)
- Certificats ISO 9001 (au plus tard 30 jours calendaires après chaque audit)

Lors de la remise des livrables nécessitant la validation de l'acheteur, ce dernier adressera au titulaire un écrit avec soit des remarques lui demandant la modification de son livrable, soit la validation du livrable dans le respect des délais fixés ci-dessus.

ARTICLE 10. PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire du présent marché, des marchés de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire de ce marché initial.

ARTICLE 11. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Prestations Intellectuelles, les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous :

- Le présent Acte d'Engagement (AE) valant Cahier des Clauses Particulières (CCP), dont seul l'exemplaire détenu par l'acheteur fait foi
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), dont seul l'exemplaire détenu par l'acheteur fait foi
- Les éventuelles modifications (avenants) du marché postérieures à la notification
- Le mémoire technique remis par le titulaire, dont seul l'exemplaire détenu par l'acheteur fait foi
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Prestations Intellectuelles (PIC), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 (*)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Document général que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Le titulaire renonce à l'application de ses conditions générales de vente. Le présent marché détient force obligatoire. Il constitue la loi des parties.

Outre les documents constituant le marché, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels réglementant son cadre juridique et recommandations en vigueur.

ARTICLE 12. UTILISATION DES RESULTATS

Conformément au chapitre VI du CCAG PI, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

ARTICLE 13. CLAUSES FINANCIERES

13.1 Caractère et contenu des prix

Le marché est traité à prix forfaitaire.

Les prix comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, des prestations objet du présent marché.

Les prix s'entendent toutes taxes comprises et tous frais inclus (notamment les frais afférents aux déplacements, au temps de présence aux réunions).

13.2 Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres, e moi est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché (date de démarrage du marché à savoir le 1^{er} janvier) sur demande du titulaire suivant la formule suivante :

$$P = P_o \times [0.15 + (0.85 \times \ln/I_o)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé hors taxe

P_o = prix initial du marché hors taxe

ln = dernière valeur connue de l'indice de référence au « Mois n ». Le « mois n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule soit décembre de l'année N-X

I_o = dernière valeur connue de l'indice de référence au « Mois zéro » ;

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est :

Indice Syntec révisé publié sur le site <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

Le coefficient de révision comporte 3 décimales et est arrondi au millième supérieur.

La révision s'applique à la hausse comme à la baisse.

En cas de disparition de l'indice choisi avant l'expiration du marché et, si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexé sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. Dans le cas où l'indice choisi ne pourrait être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles et par la voie d'une modification du marché (avenant).

13.3 Modalités de règlement

Délai de paiement :

Le règlement des prestations du présent marché a lieu par virement et s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et du Code de la commande publique.

Les sommes dues en exécution du présent marché font l'objet d'un paiement dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur et de ses pièces justificatives.

Le défaut de paiement dans un délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans formalité, des intérêts moratoires auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement sont exemptes de toute rectification ou rature.

Le règlement s'effectuera sur présentation d'une facture correspondant aux prestations réalisées.

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro** mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : ANGDM

SIRET actifs dans CHORUS: 180 092 538 00024 (P174) et/ou 180 092 538 00834 (ASS)

Code service : DSF

La date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture, lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé
- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**, lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service.

En cas de groupement, seul le mandataire est habilité à présenter les demandes de paiement.

Le titulaire présente une demande de paiement tous les mois pour les prestations exécutées le mois précédent.

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Les références du marché ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
 - 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées;
 - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

ARTICLE 14. COMPTE A CREDITER

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

ARTICLE 15. SOUS-TRAITANCE

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

La sous-traitance se fait sous la responsabilité du titulaire. Ainsi, ce dernier reste personnellement responsables de la bonne exécution du marché par lui-même ou par ses éventuels sous-traitants.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire fournit :

- Un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) précisant :
 - la nature des prestations sous-traitées
 - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
 - le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant

- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration du sous-traitant attestant qu'il n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique
- L'ensemble des certificats fiscaux et sociaux exigés par la réglementation
- Un extrait d'inscription au registre professionnel pertinent pour les sous-traitants non établis en France
- Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ou document équivalent pour les sous-traitants non établis en France.
- Le cas échéant l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

ARTICLE 16. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie avant la notification du marché.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 17. PENALITES ET PRIMES

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI, le montant des pénalités n'est pas plafonné et il n'est pas prévu d'exonération à l'application des pénalités.

Ces pénalités sont cumulables et ne sont pas assujetties à la TVA.

Un état des pénalités relatif aux pénalités à appliquer est adressé au titulaire.

Le paiement des factures ne vaut cependant pas acceptation du décompte des pénalités établi par le pouvoir adjudicateur qui conserve la possibilité de procéder à leur recouvrement à tout moment, par l'émission d'un titre de recette.

Pénalité pour retard dans la remise des livrables

Il est prévu les pénalités suivantes :

- en cas de retard dans le délai de remise du planning d'audit, de la proposition de programme d'audit et du programme d'audit validé (article 5 du présent document), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € HT par jour calendaire de retard par élément rendu en retard.
- en cas de retard dans le délai de remise du rapport d'audit annuel et du certificat ISO 9001 (article 5 du présent document), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150 € HT par jour calendaire de retard par élément rendu en retard.

Pénalité pour absence ou retard d'un intervenant lors d'une réunion d'ouverture et/ou d'une visite d'audit et/ou d'une réunion de clôture (sauf événements imprévisibles)

En cas d'absence ou retard d'un intervenant à l'une des étapes de l'audit, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € HT par heure de retard ou d'absence et par intervenant.

Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG PI, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 18. INSERTION SOCIALE

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le recours à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

ARTICLE 19. MODIFICATIONS

Les modifications du marché seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES**Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Conformément à l'article 27 du CCAG PI, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas

déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG PI.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Paris

Tél. : 01 44 59 44 00

Fax : 01 44 59 46 46

Email : greffe.ta-paris@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics,

Tél. : 01 44 97 05 39

Email : ccra.daj@finances.gouv.fr

ARTICLE 22. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Le chapitre 7 du CCAG PI s'applique.

ARTICLE 23. DEROGATIONS AU CCAG

L'article 11 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG PI.

L'article 16 du CCP déroge à l'article 9.2 du CCAG PI.

L'article 17 du CCP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI.

ARTICLE 24. DUREE DE VALIDITE DE L'OFFRE

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 180 jours calendaires à compter de la date limite de remise de l'offre initiale ou de l'offre finale dans le cas où des négociations ont lieu.

La signature du présent AE valant CCP vaut engagement à toutes les stipulations figurant dans les pièces constitutives du marché mentionnées à l'article 11 « Documents contractuels » du présent AE valant CCP.

Signature du marché par le titulaire

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

ARTICLE 25. SIGNATURE DE L'ACHETEUR

Désignation de l'acheteur :

ANGDM

1-3 AVENUE DE FLANDRE

75019 PARIS 19EME ARRONDISSEMENT

Tél. : 03 21 79 48 48

Email : contact@angdm.fr

Nom, prénom, qualité du signataire du marché :

Laurent BERGEOT, Directeur général

1-3 AVENUE DE FLANDRE

75019 PARIS 19EME ARRONDISSEMENT

Tél. : 01 48 01 89 50

Email : mpublics@angdm.fr

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R. 2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances) :

Flore PASZKIEWICZ, ANGDM – Marchés Publics

110 Avenue de la Fosse 23 - 62221 NOYELLES SOUS LENS

Tél 07 61 65 35 34

Courriel : flore.pasziewicz@angdm.fr

Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :

Monsieur l'Agent Comptable , ANGDM – Agence Comptable

110 Avenue de la Fosse 23 - 62221 NOYELLES SOUS LENS

Tél 03 21 79 77 41

Courriel : guillaume.haxaire@angdm.fr

A Paris, le

Le Directeur général

Laurent BERGEOT